**Arrêt de la Cour (grande chambre) du 1^{er} juillet 2008
(demande de décision préjudicielle du Dioikitiko Efeteio
Athinon — Grèce) — Motosykletistiki Omospondia Ellados
NPID (MOTOE)/Elliniko Dimosio**

(Affaire C-49/07) ⁽¹⁾

(Articles 82 CE et 86 CE — Notion d'«entreprise» — Association à but non lucratif représentant, en Grèce, la Fédération internationale de motocyclisme — Notion d'«activité économique» — Droit spécial en vertu de la loi de donner un avis conforme sur les demandes d'autorisation présentées en vue de l'organisation de courses de motocycles — Exercice en parallèle d'activités telles que l'organisation de courses de motocycles ainsi que la passation de contrats de parrainage, de publicité et d'assurance)

(2008/C 209/13)

Langue de procédure: le grec

Juridiction de renvoi

Dioikitiko Efeteio Athinon

Parties dans la procédure au principal

Partie requérante: Motosykletistiki Omospondia Ellados NPID (MOTOE)

Partie défenderesse: Elliniko Dimosio

Objet

Demande de décision préjudicielle — Dioikitiko Efeteio Athinon — Interprétation des articles 82 et 86 CE — Notion d'entreprise — Association automobile à but non lucratif (ELPA) représentant en Grèce la Fédération internationale de la motocyclette et disposant du droit exclusif d'autoriser des courses dans le domaine de l'athlétisme automobile — Association exerçant en parallèle des activités économiques telles que la publicité, l'assurance, la formation de contrats de sponsoring et le financement des prix

Dispositif

Une personne morale dont les activités consistent non seulement à prendre part aux décisions administratives autorisant l'organisation de compétitions de motocycles, mais également à organiser elle-même de telles compétitions et à conclure dans ce cadre des contrats de parrainage, de publicité et d'assurance relève du champ d'application des articles 82 CE et 86 CE. Ces articles s'opposent à une réglementation nationale qui confère à une personne morale, qui organise des compétitions de motocycles et conclut dans ce cadre des contrats de parrainage, de publicité et d'assurance, le pouvoir de donner un avis conforme sur

les demandes d'autorisation présentées en vue de l'organisation de telles compétitions, sans que ce pouvoir soit assorti de limites, d'obligations et d'un contrôle.

⁽¹⁾ JO C 95 du 28.4.2007.

**Arrêt de la Cour (grande chambre) du 24 juin 2008
(demande de décision préjudicielle de la Cour de cassation
— France) — Commune de Mesquer/Total France SA, Total
International Ltd**

(Affaire C-188/07) ⁽¹⁾

(Directive 75/442/CEE — Gestion des déchets — Notion de déchets — Principe du pollueur-payeur — Détenteur — Détenteurs antérieurs — Producteur du produit générateur — Hydrocarbures et fioul lourd — Naufrage — Convention sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures — FIPOL)

(2008/C 209/14)

Langue de procédure: le français

Juridiction de renvoi

Cour de cassation

Parties dans la procédure au principal

Partie requérante: Commune de Mesquer

Parties défenderesses: Total France SA, Total International Ltd

Objet

Demande de décision préjudicielle — Cour de cassation — Interprétation de l'art. 1^{er} de la directive 75/442/CEE du Conseil, du 15 juillet 1975, relative aux déchets (JO L 194, p. 39), telle que modifiée par la directive 91/156/CEE, du 18 mars 1991 (JO L 78, p. 32), et de la rubrique Q 4 de l'annexe I ainsi que des articles 1^{er}, sous b) et c), et 15 de la directive 2006/12/CE du Parlement européen et du Conseil, du 5 avril 2006, relative aux déchets (JO L 114, p. 9) — Notion de déchet — Inclusion des hydrocarbures et du fioul lourd, seul ou mélangé à l'eau et au sable ? — Responsabilité du producteur et/ou du détenteur du déchet en cas de transport effectué par un tiers